

C'est un des problèmes que nous avons. Le ministre, dans son discours d'aujourd'hui, n'a pas du tout abordé ce sujet. Il n'a pas mentionné une seule fois le problème du contrôle étranger.

Le paragraphe 15(2) du projet de loi contient des dispositions relatives aux prêts, aux garanties, aux options d'achat d'actions et autres moyens d'intervention du gouvernement pour aider certaines sociétés canadiennes. Je n'ai pas entendu le ministre mentionner une seule fois comment il voit la collaboration des sociétés canadiennes et du gouvernement.

De notre côté, nous avons de très sérieuses réserves au sujet de l'octroi classique de subventions, de garanties de prêts ou de prêts au secteur privé. Ces prêts ou ces subventions placent le gouvernement dans une situation d'où il ne peut sortir gagnant. Si la société a du succès, le gouvernement ne récupère pas son argent et si elle fait faillite, l'argent du gouvernement est perdu. Pour renforcer son partenariat avec le secteur privé, le gouvernement devrait envisager très sérieusement le recours aux actions et aux options sur titres. Ainsi, au cas où une société ne deviendrait pas rentable, le gouvernement serait un créancier garanti parmi d'autres. Dans le cas contraire, tous les Canadiens pourraient profiter de l'augmentation de la valeur des actions. Autrement dit, le gouvernement réaliserait des bénéfices qu'il pourrait réinvestir dans d'autres entreprises canadiennes.

Les ministériels semblent obsédés par la réduction du déficit, leur nouveau credo. Le gouvernement en parlait déjà en 1984, et pourtant, il a doublé notre dette nationale durant les quatre courtes années qu'il a été au pouvoir. Et maintenant, il ne pense plus qu'à trouver une solution rapide à ce problème. Il s'est même donné un ministre responsable de la privatisation.

Malheureusement, la privatisation ne figure pas parmi les éléments de la stratégie nationale que le ministre est chargé de mettre en oeuvre pour promouvoir l'économie canadienne. C'est un autre ministre qui en est responsable. C'est pourquoi nous tenons à signaler au gouvernement que certaines entreprises canadiennes qu'il a l'intention de privatiser sont très rentables.

Supposons que le gouvernement vende une société d'État rentable pour 100 millions de dollars et qu'il utilise tout cet argent pour réduire le déficit. Il n'épargne, en réalité, que l'intérêt qui se chifferrait, disons, à 10 p. 100 pour 100 millions. Si les revenus de cette société étaient supérieurs à 10 p. 100 de sa valeur et qu'en plus, elle payait des impôts et des taxes, les Canadiens perdraient nettement au change. Nous voulons donc que le gouvernement étudie la question d'une façon pragmatique, comme un bon chef d'entreprise, et qu'il tienne compte

Industrie, Sciences et Technologie

du rôle que ces biens peuvent jouer dans la politique gouvernementale au Canada.

En conclusion, le discours du ministre contenait très peu de points sur lesquels nous aurions pu être en désaccord. Il renfermait une foule de déclarations pieuses sur la nécessité d'avoir une économie forte pour que les entreprises canadiennes soient concurrentielles. Ce n'est pas à ces sentiments que nous nous opposons. C'est à l'hypocrisie avec laquelle le gouvernement prend des mesures concrètes pour appuyer ses pieuses paroles.

Nous avons entendu ce que le premier ministre a dit par le passé sur la recherche et le développement. Nous avons entendu à quel point c'était important pour notre avenir. Pourtant, la recherche et le développement ont diminué au cours de ses quatre années au gouvernement. Nous avons entendu les déclarations pieuses selon lesquelles il fallait donner de justes possibilités aux régions économiques du Canada qui sont moins favorisées que d'autres. Or, nous assistons maintenant à une incroyable compression des fonds destinés à ces régions. Nous avons entendu l'engagement que le gouvernement avait pris de maintenir les emplois des Canadiens au Canada. Pourtant, avec l'Accord de libre-échange, au moins 5 000 emplois ont disparu depuis deux mois. Aucun programme n'a été créé. Il n'y a eu aucune consultation avec les entreprises en cause pour les aider à déterminer ce qui aurait pu être fait. Le gouvernement n'a nullement examiné ce qui aurait pu se faire dans le cas de sociétés comme Inglis, pour le maintien de la production au Canada.

Le ministre a parlé du rôle que son gouvernement voulait jouer dans la création d'une infrastructure à l'intérieur des entreprises canadiennes et pour trouver des débouchés aux Canadiens. Il a parlé des transports. Là encore le gouvernement ne fait pas ce qu'il prêche. Le gouvernement est en train de fermer VIA Rail et, au mois de juin, il mettra un terme aux vols d'Air Canada qui desservent Stephenville, à Terre-Neuve.

• (1230)

Nous avons entendu les déclarations pieuses du ministre qui nous assure que le gouvernement veillera à inclure dans le budget des mesures fiscales généreuses afin que des travaux de recherche et de développement puissent être effectués ici, au Canada. Or ce même gouvernement réduit les crédits et les encouragements fiscaux destinés à la recherche et au développement, ce qui lui a valu les critiques de son commissaire, M. de Grandpré. Ce dernier a déclaré que le gouvernement n'avait jamais aussi peu appuyé la recherche et le développement, ce qui nous place dans une position désavantageuse comparativement à tous les autres pays industrialisés du monde. Le Canada n'avance plus, il recule. Les réalisations du